

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est impératif de prendre sans délai des mesures en vue de régulariser l'agrément de certains établissements et homes et de pouvoir prendre au plus vite des décisions en matière de nouveaux agréments;

Sur la proposition du Ministre communautaire de la Famille et de l'Aide sociale;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent qu'aux établissements et homes appartenant à la Communauté flamande et agréés dans le cadre du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés.

Art. 2. L'article 2, 4^o de l'arrêté royal du 23 décembre 1970 fixant les conditions d'agrément des établissements, des homes et des services de placements familiaux pour handicapés, est remplacé par les dispositions suivantes :

« 4^o Un rapport détaillé relatif à la protection contre l'incendie de l'établissement ou du home, dressé par un service qualifié aux termes de l'arrêté royal du 8 novembre 1967, portant, en temps de paix, organisation des services communaux et régionaux d'incendie et coordination des secours en cas d'incendie, au cas où :

a) il s'agit d'un premier agrément d'un établissement ou d'un home;

b) il s'agit d'une modification d'agrément pour la partie de l'établissement ou du home établie dans un autre bâtiment;

c) il s'agit d'une modification d'agrément d'un établissement ou d'un home hébergeant plus de cinq personnes en régime d'internat, résultant d'un changement intervenu par suite d'un élargissement, de capacité de plus de 10 pour cent.

La durée de validité du rapport est limitée à dix ans au maximum. »

Art. 3. A l'annexe de l'arrêté royal du 23 décembre 1970, visé à l'article 2, le texte sous le Chapitre Ier, I, A, 3^o et sous le Chapitre IV, 2^o, A, 2, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les précautions nécessaires seront prises pour prévenir l'incendie. Les plans de construction soit d'une construction nouvelle, soit de travaux de transformation qui pourraient compromettre la sécurité ainsi que la description des matériaux utilisés seront soumis préalablement à l'avis du service qualifié aux termes de l'arrêté royal du 8 novembre 1967, portant, en temps de paix, organisation des services communaux et régionaux d'incendie et coordination des secours en cas d'incendie, modifié par l'arrêté royal du 23 août 1985. »

Art. 4. L'article 2 du présent arrêté produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 1984.

Art. 5. Le Ministre communautaire de la Famille et de l'Aide sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 décembre 1987.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de la Famille et de l'Aide sociale,

R. STEYAERT

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 88 — 617

7 DECEMBRE 1987

Arrêté de l'Exécutif relatif aux examens et à l'évaluation de la formation de base

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 4 octobre 1976 relatif à la formation permanente des Classes moyennes, notamment l'article 13;

Vu l'avis du 26 novembre 1987 de l'Inspecteur des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de permettre au Conseil des professeurs de se réunir dès l'année scolaire 1987-1988;

Considérant qu'il s'impose de prendre les nouvelles dispositions relatives aux examens et à l'évaluation de la formation de base, justifiées notamment par l'arrêté de l'Exécutif du 23 octobre 1986 relatif aux cours de formation de base dans la Formation permanente des Classes moyennes;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Evaluation de fin d'apprentissage

Article 1^{er}. L'évaluation de fin d'apprentissage est organisée par les Centres de formation permanente, ci-après dénommés « les Centres ». Elle s'adresse :

1^o aux apprentis engagés dans les liens d'un contrat d'apprentissage ou formés en vertu d'un engagement d'apprentissage contrôlé agréé par le Ministre qui a la formation permanente des Classes moyennes dans ses attributions, ci-après dénommé « le Ministre ». L'évaluation a lieu pendant l'année au cours de laquelle prend fin le contrat d'apprentissage ou l'engagement d'apprentissage contrôlé;

2° aux auditeurs des cours d'apprentissage qui ne remplissent pas l'une des conditions prévues au 1°, mais qui suivent une formation pratique équivalente à celle du contrat d'apprentissage. L'évaluation a lieu pendant l'année au cours de laquelle cette formation se termine. Les intéressés doivent avoir suivi régulièrement les cours et ne peuvent totaliser plus d'un tiers d'absences non justifiées;

3° aux ajournés qui en font la demande écrite aux Centres avant le 31 janvier de l'année d'examen.

Art. 2. § 1er. L'évaluation se fonde sur le programme agréé par le Ministre.

Elle porte sur :

- les connaissances générales, à raison de 30 p.c. du total des points;
- les connaissances professionnelles, à raison de 30 p.c. du total des points;
- les aptitudes professionnelles pratiques, à raison de 40 p.c. du total des points.

Pour les professions pour lesquelles est agréé un programme intégré de formation, l'évaluation porte sur :

- les connaissances intégrées, à raison de 60 p.c. du total des points;
- les aptitudes professionnelles pratiques, à raison de 40 p.c. du total des points.

§ 2. Pour les connaissances générales, les connaissances professionnelles théoriques et les connaissances intégrées, l'évaluation comprend deux volets auxquels sont respectivement attribués 50 p.c. du total des points : une évaluation journalière d'une part et un examen final dit examen A pour les connaissances générales, examen B pour les connaissances professionnelles théoriques et examen I pour les connaissances intégrées, d'autre part.

Pour les aptitudes professionnelles pratiques, l'évaluation comporte uniquement un examen final dit examen C.

§ 3. Pour répondre aux implications des innovations pédagogiques prévues à l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 octobre 1986 relatif aux cours de formation de base dans la formation permanente des Classes moyennes, le Ministre peut, sur avis de l'Institut, déroger aux dispositions des §§ 1^{er} et 2.

Art. 3. § 1er. Deux sessions sont organisées pour les examens A, B et I. La première session se termine au plus tard le 30 juin et doit être prévue au calendrier-horaire. La seconde session se tient entre le 15 août et le 30 septembre.

§ 2. Les examens C ne font l'objet que d'une session par an. Cette session se tient entre le 15 mai et le 30 septembre. La date limite est portée au 31 décembre pour les professions ayant un caractère saisonnier, telles qu'elles sont déterminées dans le règlement visé à l'article 37, ci-après dénommé « le règlement ».

Art. 4. § 1er. Le Centre inscrit aux examens A et B ou aux examens I :

- les auditeurs qui suivent régulièrement la dernière année de cours;
- les auditeurs qui sont en dernière année de formation et qu'il a dispensé de tout ou partie des cours;
- les ajournés visés à l'article 1er, 3°;

§ 2. Le Centre inscrit aux examens C :

- les candidats qui sont inscrits aux examens A et B ou aux examens I;
- les candidats qui sont en dernière année de formation et qui ont réussi, lors d'une session antérieure, les examens A et B ou les examens I;
- les ajournés visés à l'article 1er, 3°;

§ 3. L'Institut veille à l'inscription aux examens des candidats pour lesquels des cours n'ont pu être organisés.

Art. 5. § 1er. La commission d'examen se compose :

1° pour les examens A, B et I : des professeurs des candidats; toutefois, pour les examens B portant sur une profession dans laquelle aucun cours spécifique n'a été organisé, la commission se compose des membres désignés pour les examens C, prévus ci-après;

2° pour les examens C :

- soit d'un professeur et d'un professionnel qui n'a pas la qualité de professeur au Centre organisateur de l'examen;
- soit de deux professionnels si aucun cours spécifique n'a été organisé dans la profession faisant l'objet de l'examen.

Pour certaines professions qu'il détermine, le règlement peut fixer un nombre plus élevé de membres de la commission d'examen.

§ 2. Le Centre propose les membres des commissions des examens C à l'Institut. Celui-ci après consultation éventuelle des groupements professionnels et interprofessionnels, complète et arrête la liste définitive des membres et la transmet au Centre qui constitue ses commissions d'examen.

Art. 6. La commission d'examen élabore le contenu des examens A, B, I, et en tenant compte des avis de coordination émis par l'Institut.

Elle procède à l'évaluation.

Art. 7. Le Centre soumet à l'Institut le plan d'organisation pour tous les examens C et les examens B pour lesquels les cours n'ont pas été organisés, comprenant notamment les noms des membres de la commission d'examen, les dates, heures et lieu de l'examen et le nombre de candidats.

Un mois au plus tard avant le début des épreuves, l'Institut notifie au Centre son accord ou ses remarques. Après corrections éventuelles par le Centre, et avant le début des épreuves, l'Institut transmet le plan définitif au Ministre afin qu'il puisse s'assurer de sa conformité réglementaire.

Art. 8. Le Centre veille au bon déroulement et à la régularité des épreuves ainsi qu'à l'application conforme du plan d'organisation.

Il tient les questionnaires des examens A, B et I à la disposition de l'Institut, quinze jours au moins avant la date des examens.

Les copies et les travaux des candidats ainsi que les pièces d'épreuve non consommables doivent être tenus à la disposition de l'Institut jusqu'au 31 mars de l'année suivant celle de l'examen.

Art. 9. Le Centre est soumis à la surveillance pédagogique et administrative de l'Institut.

Celui-ci signale les irrégularités éventuelles au Ministre. Ces irrégularités peuvent entraîner la nullité totale ou partielle d'un examen, sans préjudice d'autres décisions administratives.

Art. 10. § 1er. Pour satisfaire à l'évaluation, le candidat doit obtenir :

1° en connaissances générales et en connaissances professionnelles ou en connaissances intégrées, la moitié des points;

2° en formation pratique, 60 p.c. des points pour l'ensemble de l'évaluation et 40 p.c. dans chacune des activités professionnelles lorsque celles-ci sont multiples, conformément à la liste des professions reprises dans le règlement.

Dans certaines professions et sur proposition motivée de l'Institut, le Ministre peut modifier les seuils de réussite ou fixer des minima dans certaines branches.

§ 2. Le Centre communique le résultat de l'évaluation aux représentants légaux des candidats ainsi qu'à l'Institut et au secrétaire d'apprentissage; ce dernier transmet sans délai le résultat au chef d'entreprise.

§ 3. Les candidats qui n'ont pas satisfait à l'évaluation peuvent s'inscrire à la seconde session pour les examens A, B ou I dans lesquels ils n'ont pas obtenu le minimum des points requis.

La commission d'examen élabore le contenu des examens de la seconde session.

§ 4. Les candidats qui ont satisfait à l'évaluation obtiennent un certificat d'apprentissage établi conformément au modèle fixé par le Ministre; ce certificat est transmis au Ministre pour signature, par l'intermédiaire de l'Institut.

§ 5. En application de l'article 13, § 3, de l'arrêté royal du 4 octobre 1976 relatif à la formation permanente dans les Classes moyennes, des certificats partiels peuvent être délivrés par le Centre en cas de réussite à l'une des évaluations prévues à l'article 2, § 1er.

CHAPITRE II. — *Evaluation de fin de formation de chef d'entreprise*

Art. 11. L'évaluation de fin de formation de chef d'entreprise est organisée par les Centres.

Elle s'adresse :

1° aux candidats qui ont suivi régulièrement les cours de la formation de chef d'entreprise; ils ne peuvent totaliser plus d'un tiers d'absences non justifiées;

2° sous réserve de l'accord du Centre, aux candidats qui n'ont pas suivi tout ou partie des cours pour des raisons de formation antérieure ou de force majeure;

3° aux ajournés à l'épreuve C qui en ont fait la demande écrite au Centre avant le 31 janvier de l'année de l'examen.

Art. 12. § 1er. L'évaluation se fonde sur le programme de formation agréé par le Ministre.

Elle porte sur :

- les connaissances de gestion, à raison de 30 p.c. du total des points;
- les connaissances professionnelles, à raison de 30 p.c. du total des points;
- les aptitudes professionnelles pratiques, à raison de 40 p.c. du total des points.

Pour les professions pour lesquelles est agréé un programme intégré de formation, l'évaluation porte sur :

- les connaissances intégrées, à raison de 60 p.c. du total des points;
- les aptitudes professionnelles pratiques à raison de 40 p.c. du total des points.

§ 2. Pour les connaissances de gestion, les connaissances professionnelles théoriques et les connaissances intégrées, l'évaluation comprend deux volets : une évaluation en cours d'année et un examen final dit examen A pour les connaissances de gestion, examen B pour les connaissances professionnelles théoriques et examen I pour les connaissances intégrées. La répartition des points entre les deux volets de l'évaluation est fixée par l'Institut; celui-ci peut, pour certaines branches, décider qu'il n'y a pas lieu de procéder à une évaluation en cours d'année.

Pour les aptitudes professionnelles pratiques, l'évaluation comporte uniquement un examen final dit examen C.

§ 3. Pour répondre aux implications des innovations pédagogiques prévues à l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 octobre 1988 précité, le Ministre peut, sur avis de l'Institut, déroger aux dispositions des §§ 1^{er} et 2.

Art. 13. § 1er. Deux sessions sont organisées pour les examens A, B et I. La première session se termine au plus tard le 15 juillet et doit être prévue au calendrier-horaire. La seconde session se tient entre le 15 août et le 30 septembre.

§ 2. Les examens C ne font l'objet que d'une session par an. Cette session se tient entre le 15 mai et le 30 septembre. La date limite est portée au 31 décembre pour les professions ayant un caractère saisonnier, telles qu'elles sont déterminées dans le règlement.

Art. 14. Le Centre inscrit d'office aux examens A, B ou I tous les auditeurs qui suivent régulièrement la dernière année de cours ainsi que les candidats visés à l'article 11, 2°.

Le Centre inscrit aux examens C les candidats visés à l'alinéa précédent.

Le Centre inscrit également aux examens C les candidats visés à l'article 11, 3°.

Le Centre ne peut inscrire aux examens C que les candidats qui justifient, en outre, d'une expérience pratique suffisante conformément aux normes fixées par le règlement; en tout état de cause, justifient d'une expérience pratique suffisante les candidats qui effectuent en entreprise un stage dont les modalités sont fixées par le Ministre.

Art. 15. § 1er. La commission d'examen se compose :

1° pour les examens A, B et I : des professeurs des candidats;

2° pour les examens C : d'un professeur et d'un professionnel qui n'a pas la qualité de professeur au Centre organisateur de l'examen.

Pour certaines professions qu'il détermine, le règlement peut fixer un nombre plus élevé de membres de la commission d'examen.

§ 2. Le Centre propose les membres des commissions des examens C à l'Institut. Celui-ci, après consultation éventuelle des groupements professionnels et interprofessionnels, complète et arrête la liste définitive des membres et la transmet au Centre qui constitue ses commissions d'examen.

Art. 16. La commission d'examen élabore le contenu des examens A, B, I et C, en tenant compte des avis de coordination émis par l'Institut.

Elle procède à l'évaluation.

Art. 17. Le Centre soumet à l'Institut un plan d'organisation pour tous les examens C comprenant notamment les noms des membres de la commission d'examen, les dates, heures et lieu de l'examen et le nombre de candidats.

Un mois au plus tard avant le début des épreuves, l'Institut notifie au Centre son accord ou ses remarques. Après corrections éventuelles par le Centre, et avant le début des épreuves, l'Institut transmet le plan définitif au Ministre afin qu'il puisse s'assurer de sa conformité réglementaire.

Art. 18. Le Centre veille au bon déroulement et à la régularité des épreuves ainsi qu'à l'application conforme du plan d'organisation.

Il tient les questionnaires des examens A, B et I à la disposition de l'Institut, quinze jours au moins avant la date des examens.

Les copies et les travaux des candidats ainsi que les pièces d'épreuve non consommables doivent être tenus à la disposition de l'Institut jusqu'au 31 mars de l'année suivant celle de l'examen.

Art. 19. Le Centre est soumis à la surveillance pédagogique et administrative de l'Institut.

Celui-ci signale les irrégularités éventuelles au Ministre. Ces irrégularités peuvent entraîner la nullité totale ou partielle d'un examen, sans préjudice d'autres décisions administratives.

Art. 20. § 1er. Pour satisfaire à l'évaluation, le candidat doit obtenir :

1° en connaissances de gestion et en connaissances professionnelles, ou en connaissances intégrées, la moitié des points;

2° en formation pratique, 60 p.c. des points pour l'ensemble de l'évaluation et 50 p.c. dans chacune des activités professionnelles lorsque celles-ci sont multiples, conformément à la liste des professions reprises dans le règlement.

Dans certaines professions et sur propositions motivées de l'Institut, le Ministre peut modifier les seuils de réussite ou fixer des minima dans certaines branches.

§ 2. Le Centre communique le résultat de l'évaluation aux candidats ainsi qu'à l'Institut.

§ 3. Les candidats qui n'ont pas satisfait à l'évaluation peuvent s'inscrire à la seconde session pour les examens A, B et I dans lesquels ils n'ont pas obtenu le minimum des points requis à condition d'y être admis par la Commission d'examen.

Celle-ci en élabore les contenus.

§ 4. Les candidats qui ont satisfait à l'évaluation obtiennent un diplôme conformément au modèle fixé par le Ministre; ce diplôme est transmis au Ministre pour signature, par l'intermédiaire de l'Institut.

§ 5. En application de l'article 13, § 3, de l'arrêté royal du 4 octobre 1976 précité, des certificats partiels peuvent être délivrés par le Centre en cas de réussite à l'une des évaluations prévues à l'article 12, § 1er.

CHAPITRE III. — Evaluation en cours d'apprentissage

Art. 21. Il est instauré dans chaque Centre un conseil des professeurs qui peut notamment proposer toute mesure individuelle de nature à aider les apprentis dans leur formation.

Le conseil des professeurs est composé des professeurs des apprentis et du directeur du Centre ou son mandataire. Il peut admettre à ses travaux toute personne pouvant apporter des éléments d'appréciation et peut se faire produire tout renseignement nécessaire à l'exercice de sa mission. Le secrétaire d'apprentissage et un mandataire de l'Institut peuvent assister aux réunions avec voix consultative; ils sont tenus de communiquer en temps utile et au plus tard en réunion, tous les renseignements qui peuvent aider le conseil des professeurs à statuer en toute connaissance de cause.

Le conseil des professeurs peut se réunir en cours d'année. Il doit se réunir en fin de première et de deuxième année, au plus tard le 5 juillet, afin de déterminer la capacité à accéder à la classe supérieure des apprentis qui n'ont pas satisfait à l'évaluation prévue à l'article 22.

Art. 22. Les Centres organisent une évaluation annuelle en apprentissage pour :

1° les apprentis engagés dans les liens d'un contrat d'apprentissage ou formés en vertu d'un engagement d'apprentissage contrôlé agréé par le Ministre;

2° les auditeurs des cours d'apprentissage qui ne remplissent pas l'une des conditions prévues au 1° et qui ont suivi régulièrement les cours; ils ne peuvent totaliser plus d'un tiers d'absences non justifiées.

Les auditeurs qui sont dispensés des cours en application de l'article 8, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif du 23 octobre 1986 précité sont également dispensés de l'évaluation en cours d'apprentissage.

Art. 23. § 1er. L'évaluation se fonde sur le programme de formation agréé par le Ministre.

Elle porte sur les connaissances générales et les connaissances professionnelles théoriques, à raison chacune de 50 p.c. du total des points.

Elle porte sur les connaissances intégrées pour les professions pour lesquelles est agréé un programme intégré de formation.

§ 2. L'évaluation comprend deux volets auxquels sont respectivement attribués 50 p.c. du total des points : une évaluation journalière et un examen écrit qui doit être prévu au calendrier-horaire.

§ 3. Pour répondre aux implications des innovations pédagogiques prévues à l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif du 23 octobre 1986 précité le Ministre peut, sur avis de l'Institut, déroger aux dispositions des §§ 1er et 2.

Art. 24. § 1er. Les professeurs préparent les épreuves pour la partie du programme dont ils sont responsables; cette préparation peut être faite en collège ou en collaboration avec d'autres personnes compétentes.

Le Centre tient les questionnaires à la disposition de l'Institut, quinze jours au moins avant le déroulement des examens.

§ 2. Les professeurs procèdent à l'évaluation des connaissances des candidats.

§ 3. Le Centre établit pour chaque candidat un dossier contenant tous les éléments relatifs à l'évaluation, ainsi que l'appréciation des professeurs.

Art. 25. Le Centre veille au bon déroulement et à la régularité des épreuves.

Il est soumis à la surveillance pédagogique et administrative de l'Institut qui signale les irrégularités éventuelles au Ministre. Ces irrégularités peuvent entraîner la nullité totale ou partielle d'un examen, sans préjudice d'autres décisions administratives.

Art. 26. Lorsque les apprentis ont satisfait à l'évaluation, le Centre communique les résultats à leurs représentants légaux, à l'Institut et au Secrétaire d'apprentissage qui les transmet sans délai au chef d'entreprise.

Si les apprentis qui ont satisfait à l'évaluation ont suivi les cours dans des Centres différents, ceux-ci transmettent les résultats à l'Institut; ce dernier les transmet aux représentants légaux des apprentis et au secrétaire d'apprentissage qui les communique sans délai au chef d'entreprise.

Art. 27. La procédure d'examen des dossiers des apprentis qui n'ont pas satisfait à l'évaluation est la suivante :

1^o a) Pour les apprentis qui ont suivi l'ensemble des cours dans un seul Centre :

1. le Conseil des professeurs décide de l'admission ou de la non-admission de l'apprenti dans la classe supérieure. Le Centre transmet, au plus tard le 5 juillet, à l'Institut la liste des apprentis sur lesquels il s'est prononcé, accompagnée des résultats des épreuves ainsi que ses décisions et avis.

En cas d'admission dans la classe supérieure, l'Institut transmet les résultats aux représentants légaux de l'apprenti et au secrétaire d'apprentissage qui les communique sans délai au chef d'entreprise;

2. lorsque la capacité à accéder à la classe supérieure n'est pas établie, le Conseil des professeurs transmet également à l'Institut un dossier comprenant les éléments d'appréciation et la justification de sa décision.

Il peut suggérer toute mesure susceptible de permettre à l'apprenti de progresser dans sa formation.

L'Institut procède à un examen de ces dossiers conformément aux dispositions reprises au 2^o ci-après.

b) Pour les apprentis qui ont suivi les cours dans des Centres différents :

1. le Conseil des professeurs de chaque Centre décide de l'admission ou de la non-admission de l'apprenti dans la classe supérieure.

Il peut suggérer toute mesure susceptible de permettre à l'apprenti de progresser dans sa formation;

2. chaque Centre transmet au plus tard le 5 juillet au Service régional de l'Institut qui est intervenu dans l'agrégation du contrat d'apprentissage, la liste des apprentis sur lesquels il s'est prononcé, les résultats de l'évaluation et les décisions et propositions du Conseil des professeurs;

3. l'Institut procède à un examen de ces dossiers conformément au 2^o ci-après, à l'exception de ceux des apprentis admis dans la classe supérieure par les deux Centres.

Dans ce cas précis, l'Institut transmet les résultats aux Centres intéressés, aux représentants légaux de l'apprenti et au secrétaire d'apprentissage qui les communique sans délai au chef d'entreprise.

2^o Lorsque le ou les Conseils des professeurs, n'a ou n'ont pas établi la capacité de l'apprenti à accéder à la classe supérieure, une Commission restreinte, comprenant le directeur du Service régional et le secrétaire d'apprentissage, ainsi qu'un conseiller pédagogique de l'Institut, examine les dossiers.

La Commission peut également inviter toute autre personne pouvant apporter des éléments d'appréciation et se faire produire tous les renseignements nécessaires à l'exercice de sa mission.

Elle décide le redoublement de la classe ou le retrait d'agrégation du contrat d'apprentissage assorti de l'exclusion du bénéfice de l'agrégation de contrats ultérieurs; le retrait peut éventuellement être limité à la profession faisant l'objet du contrat.

La Commission peut suggérer toute mesure susceptible de permettre à l'apprenti de progresser dans sa formation.

Les décisions de la Commission sont prises à la majorité des voix.

La Commission se réunit au plus tard le 20 juillet.

3^o L'Institut communique sans délai les résultats des épreuves ainsi que les décisions et propositions de la Commission aux Centres intéressés, aux représentants légaux des apprentis et au secrétaire d'apprentissage qui les transmet sans délai au chef d'entreprise.

4^o Dans le cas où un redoublement de l'année est proposé, le secrétaire d'apprentissage invite les parties contractantes à lui faire parvenir avant le 15 août, leur accord pour la prolongation du contrat d'apprentissage; il attire l'attention de l'apprenti ou de ses représentants légaux sur le fait que le refus de la prolongation ou l'absence de réponse entraîne le retrait d'agrégation du contrat.

Art. 28. Les dossiers visés à l'article 27 sont transmis au Ministre par l'Institut.

Ils doivent comprendre :

- les points obtenus par l'apprenti aux évaluations de l'année en cours et des années précédentes;
- les décisions et propositions du ou des Conseils des professeurs ainsi que de la Commission restreinte pour les dossiers qui lui ont été soumis;
- le cas échéant, l'accord éventuel des parties pour la prolongation du contrat.

Après en avoir vérifié la conformité réglementaire, le Ministre entérine les propositions du ou des Conseils des professeurs et de la Commission restreinte qui deviennent ainsi définitives.

Si la conformité réglementaire n'est pas établie, le dossier est renvoyé à l'Institut.

Art. 29. Le Centre peut délivrer des attestations de fréquentation des cours et de réussite aux examens de fin d'année.

Art. 30. L'Institut procède à l'évaluation de la formation pratique à l'atelier conformément aux règles et modalités fixées par le règlement.

Cette évaluation a pour but :

1^o de vérifier si l'état d'avancement de la formation pratique de l'apprenti satisfait aux exigences du programme de formation et si les conditions de l'apprentissage répondent aux prescriptions légales et réglementaires;

2^o de remédier, le cas échéant, aux lacunes et carences constatées.

Elle comprend deux volets :

- une évaluation régulière;
- une évaluation annuelle.

CHAPITRE IV. — *Evaluation en cours de formation de chef d'entreprise*

Art. 31. Outre l'évaluation en fin de stade prévue aux articles 11 à 20, la formation de chef d'entreprise fait l'objet d'une évaluation annuelle organisée par les Centres pour les auditeurs qui suivent régulièrement les cours; les intéressés ne peuvent totaliser plus d'un tiers d'absences non justifiées.

Les auditeurs qui sont dispensés des cours le sont également de l'évaluation correspondante.

Art. 32. § 1er. L'évaluation se fonde sur le programme de formation agréé par le Ministre.

Elle porte sur les connaissances de gestion et les connaissances professionnelles théoriques, à raison chacune de 50 p.c. du total des points.

Elle porte sur les connaissances intégrées pour les professions pour lesquelles est agréé un programme intégré de formation.

§ 2. L'évaluation comprend deux volets : une évaluation en cours d'année et un examen de fin d'année. La répartition des points entre les deux volets de l'évaluation est fixée par l'Institut; celui-ci peut, pour certaines branches, décider qu'il n'y a pas lieu de procéder à une évaluation en cours d'année.

§ 3. Pour répondre aux implications des innovations pédagogiques prévues à l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 octobre 1986 précité, le Ministre peut, sur avis de l'Institut, déroger aux dispositions des §§ 1er et 2.

Art. 33. § 1er. Les professeurs préparent les épreuves pour la partie du programme dont ils sont responsables; cette préparation peut être faite en collège ou en collaboration avec d'autres personnes compétentes.

Le Centre tient les questionnaires à la disposition de l'Institut, quinze jours au moins avant le déroulement des examens.

§ 2. Les professeurs procèdent à l'évaluation des connaissances des candidats.

§ 3. Le Centre établit pour chaque candidat un dossier contenant tous les éléments relatifs à l'évaluation.

Art. 34. Le Centre veille au bon déroulement et à la régularité des épreuves.

Il est soumis à la surveillance pédagogique et administrative de l'Institut qui signale les irrégularités éventuelles au Ministre. Ces irrégularités peuvent entraîner la nullité totale ou partielle d'un examen, sans préjudice d'autres décisions administratives.

Art. 35. Pour satisfaire à l'évaluation, le candidat doit obtenir la moitié des points en connaissances de gestion et en connaissances professionnelles, ou en connaissances intégrées.

Dans certaines professions et sur propositions motivées de l'Institut, le Ministre peut modifier ces seuils de réussite ou fixer des minima dans certaines branches.

Art. 36. § 1er. Le Centre communique aux candidats et à l'Institut le résultat de l'évaluation.

§ 2. L'Institut établit à la demande de chaque candidat qui a satisfait à l'évaluation des connaissances de gestion de la première année un certificat conforme au modèle fixé par le Ministre et le transmet à ce dernier pour signature.

§ 3. Le Centre peut également délivrer des attestations de fréquentation des cours et de réussite à l'une des évaluations.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 37. Un règlement approuvé par le Ministre fixe les modalités d'application du présent arrêté.

Art. 38. L'arrêté ministériel du 27 octobre 1978, relatif aux examens et à l'évaluation de la formation de base modifié par l'arrêté ministériel du 9 juillet 1981 et par l'arrêté de l'Exécutif du 19 février 1985 est abrogé en ce qui concerne la Communauté française.

Art. 39. Le Ministre qui a la formation permanente des Classes moyennes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 40. Le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1987.

Bruxelles, le 7 décembre 1987.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes,
A. BERTOUILLE

—
VERTALING

—
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 88 — 617

7 DECEMBER 1987

Besluit van de Executieve betreffende de examens en de evaluatie van de basisopleiding

—
De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het koninklijk besluit van 4 oktober 1976 betreffende de voortdurende vorming in de Middenstand, inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 26 november 1987;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is aan de Raad van leraars de mogelijkheid te geven reeds vanaf het schooljaar 1987-1988 zitting te houden;

Overwegende dat nieuwe maatregelen getroffen dienen te worden met betrekking tot de examens en de evaluatie van de basisopleiding, inzonderheid gerechtvaardigd door het besluit van de Executieve van 23 oktober 1986, betreffende de cursussen van basisopleiding in de permanente vorming van de Middenstand;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Evaluatie einde leertijd

Artikel 1. De eindeleertijdsevaluatie wordt door de Centra voor permanente vorming, hierna « de Centra » genoemd, georganiseerd.

Ze is bestemd voor :

1° de leerlingen die verbonden zijn door een leerovereenkomst of die opgeleid worden krachtens een gecontroleerde leerverbintenis erkend door de Minister tot wiens bevoegdheid de permanente vorming van de Middenstand behoort, hierna « de Minister » genoemd. De evaluatie geschiedt gedurende het jaar tijdens hetwelk de leerovereenkomst of de gecontroleerde leerverbintenis eindigt ;

2° de cursisten die de cursussen gegeven in het stadium leertijd volgen en die één van de in 1° bedoelde voorwaarden niet vervullen, maar die een praktijkopleiding volgen die gelijkwaardig is met die van de leerovereenkomst. De evaluatie geschiedt gedurende het jaar tijdens hetwelk deze opleiding eindigt. De betrokkenen moeten de lessen regelmatig hebben gevolgd en mogen in totaal bij niet meer dan één op drie lessen op ongerechtvaardigde wijze afwezig zijn geweest;

3° de afgewezen kandidaten die daartoe een schriftelijke aanvraag bij de Centra indienen vóór 31 januari van het examenjaar.

Art. 2. § 1. De evaluatie berust op het programma dat door de Minister wordt erkend.

Ze heeft betrekking tot :

- de algemene kennis, naar verhouding van 30 pct. van het totaal van de punten;
- de beroepskennis, naar verhouding van 30 pct. van het totaal van de punten;
- de praktische beroepsbekwaamheid, naar verhouding van 40 pct. van het totaal van de punten.

Voor de beroepen waarvoor een geïntegreerd opleidingsprogramma erkend wordt, heeft de evaluatie betrekking tot :

- de geïntegreerde kennis, naar verhouding van 60 pct. van het totaal van de punten;
- de praktische beroepsbekwaamheid, naar verhouding van 40 pct. van het totaal van de punten.

§ 2. Voor de algemene kennis, de theoretische beroepskennis en de geïntegreerde kennis, omvat de evaluatie twee luiken die elk voor 50 pct. van het totaal van de punten tellen : een dagelijkse evaluatie enerzijds, en een eindexamen, A-examen genoemd, voor de algemene kennis, B-examen voor de theoretische beroepskennis en I-examen voor de geïntegreerde kennis, anderzijds.

Voor de praktische beroepsbekwaamheid, bestaat de evaluatie in één enkel eindexamen, C-examen genoemd.

§ 3. Om te beantwoorden aan de gevolgen van de pedagogische nieuwigheden bedoeld in artikel 6 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 23 oktober 1986 betreffende de cursussen van basisopleiding in de permanente vorming van de Middenstand, kan de Minister, na het advies van het Instituut te hebben ingewonnen, van de bepalingen van § 1 en § 2 afwijken.

Art. 3. § 1. Voor de A-, B-, en I-examens worden twee zittijden georganiseerd. De eerste zitting eindigt uiterlijk op 30 juni en moet in de uurrooster-kalender vastgesteld zijn. De tweede zitting wordt tussen 15 augustus en 30 september gehouden.

§ 2. Voor de C-examens wordt één enkele zitting per jaar georganiseerd. Deze zitting wordt tussen 15 mei en 30 september gehouden. De uiterste datum wordt op 31 december gebracht voor de seizoengebonden beroepen, zoals deze bepaald zijn in het in artikel 37 bedoelde reglement, hierna « het reglement » genoemd.

Art. 4. § 1. Het Centrum schrijft voor de A- en B-examens of voor de I-examens de volgende personen in :

- de cursisten die het laatste cursusjaar regelmatig volgen;
- de cursisten die in het laatste opleidingsjaar zijn en die het van het geheel of een gedeelte van de cursussen heeft vrijgesteld;
- de in artikel 1, 3°, bedoelde afgewezen kandidaten.

§ 2. Het Centrum schrijft voor de C-examens de volgende personen in :

- de kandidaten die voor de A- en B-examens of voor de I-examens ingeschreven zijn;
- de kandidaten die in het laatste opleidingsjaar zijn en die, bij een vorige zitting, voor de A- en B-examens of voor de I-examens geslaagd zijn;
- de in artikel 1, 3°, afgewezen kandidaten.

§ 3. Het Instituut zorgt voor de inschrijving voor de examens van de kandidaten voor wie geen cursus georganiseerd heeft kunnen worden.

Art. 5. § 1. De examencommissie is samengesteld :

1° voor de A-, B- en I-examens : uit de leraars van de kandidaten : voor de B-examens die betrekking hebben tot een beroep waarin geen specifieke cursus georganiseerd is, is de commissie echter samengesteld uit de leden die voor de hierna vermelde C-examens aangewezen zijn;

2° voor de C-examens :

- hetzij uit een leraar en een vakdeskundige die niet de hoedanigheid van leraar heeft in het Centrum dat het examen organiseert;
- hetzij uit twee vakdeskundigen indien geen specifieke cursus georganiseerd is in het beroep waarvoor het examen georganiseerd wordt.

Voor sommige beroepen die door het reglement bepaald worden, kan door dat reglement een groter aantal leden van de examencommissie worden vastgesteld.

§ 2. Het Centrum draagt de leden van de commissies voor de C-examens aan het Instituut voor. Na eventuele raadpleging van de beroeps- en interprofessionele verenigingen door het Instituut, wordt de definitieve lijst van de leden aangevuld en vastgelegd door het Instituut, dat deze aan het Centrum bezorgt. Het Centrum stelt dan zijn examencommissies samen.

Art. 6. De examencommissie werkt de inhoud van de A-, B-, I-examens uit, waarbij ze rekening houdt met de coördinatieadviezen die door het Instituut worden uitgebracht.

Ze voert de evaluatie uit.

Art. 7. Het Centrum legt aan het Instituut het organisatieplan voor met betrekking tot alle C-examens en de B-examens waarvoor de cursussen niet georganiseerd zijn, met opgave, inzonderheid, van de namen van de leden van de examencommissie, van de datum, het uur en de plaats waar het examen afgenomen wordt en van het aantal kandidaten.

Uiterlijk één maand vóór het begin van de examens geeft het Instituut aan het Centrum kennis van zijn akkoord of zijn opmerkingen. Na eventuele verbeteringen door het Centrum bezorgt het Instituut, vóór het begin van de examens, het definitieve plan aan de Minister opdat deze zou kunnen nagaan of het plan het reglement in acht neemt.

Art. 8. Het Centrum zorgt voor een goed verloop en voor de regelmatigheid van de examens, en voor de overeenstemmende toepassing volgens het organisatieplan.

Het houdt de vragenlijsten van de A-, B- en I-examens, ten minste veertien dagen vóór de datum van de examens, ter beschikking van het Instituut.

De schriften en de werken van de kandidaten alsook de niet-verbruikbare examenstukken moeten ter beschikking van het Instituut worden gehouden tot 31 maart van het jaar dat volgt op het examenjaar.

Art. 9. Het Centrum schikt zich naar het pedagogisch en administratief toezicht van het Instituut.

Eventuele onregelmatigheden worden door het Instituut ter kennis van de Minister gebracht. Deze onregelmatigheden kunnen tot gevolg hebben dat een examen geheel of gedeeltelijk nietig wordt verklaard, onverminderd andere administratieve beslissingen.

Art. 10. § 1. Om bij de evaluatie te voldoen moet de kandidaat :

1° voor de algemene kennis en de beroepskennis of de geïntegreerde kennis, de helft van de punten behalen;

2° voor de praktijkopleiding, 60 pct. van de punten voor het geheel van de evaluatie behalen en 40 pct. voor elk van de beroepswerkzaamheden, wanneer er verschillende van zijn, overeenkomstig de lijst van de in het reglement vermelde beroepen.

Voor bepaalde beroepen kan de Minister, op een met redenen omkleed voorstel van het Instituut, de minima wijzigen die vereist zijn om te slagen of minima voor bepaalde vakken vaststellen.

§ 2. Het Centrum deelt de uitslag van de evaluatie aan de wettelijke vertegenwoordigers van de kandidaat alsmede aan het Instituut en aan de leersecretaris mede; deze deelt zonder verwijl de uitslag aan het ondernemingshoofd mede.

§ 3. De kandidaten die bij de evaluatie niet hebben voldaan kunnen zich voor de tweede zitting laten inschrijven voor de A-, B- of I-examens waarvoor ze niet het vereiste minimum van de punten hebben behaald.

De examencommissie werkt de inhoud van de examens van de tweede zitting uit.

§ 4. De kandidaten die bij de evaluatie hebben voldaan krijgen een leergetuigschrift dat overeenkomstig het door de Minister te bepalen model vastgesteld wordt; dit getuigschrift wordt, via het Instituut, aan de Minister ter ondertekening doorgestuurd.

§ 5. Bij toepassing van artikel 13, § 3, van het koninklijk besluit van 4 oktober 1976 betreffende de voortdurende vorming in de Middenstand, kunnen deelgetuigschriften door het Centrum uitgereikt worden wanneer de kandidaat bij één van de in artikel 2, § 1, bedoelde evaluaties heeft voldaan.

HOOFDSTUK II. — *Evaluatie einde opleiding tot ondernemingshoofd*

Art. 11. De evaluatie op het einde van de opleiding tot ondernemingshoofd wordt door de Centra georganiseerd.

Ze is bestemd voor :

1° de kandidaten die regelmatig de lessen opleiding tot ondernemingshoofd hebben gevolgd; ze mogen in totaal bij niet meer dan één op drie lessen op ongerechtvaardigde wijze afwezig zijn geweest;

2° behoudens het akkoord van het Centrum, de kandidaten die het geheel of een gedeelte van de lessen om redenen van vooropleiding of in geval van overmacht niet hebben gevolgd;

3° de afgewezen kandidaten van het C-examen die daartoe een schriftelijke aanvraag bij het Centrum hebben ingediend vóór 31 januari van het examenjaar.

Art. 12. § 1. De evaluatie berust op het opleidingsprogramma dat door de Minister wordt erkend.

Ze heeft betrekking tot :

— de beheerskennis, naar verhouding van 30 pct. van het totaal van de punten;

— de beroepskennis, naar verhouding van 30 pct. van het totaal van de punten;

— de praktische beroepsbekwaamheid, naar verhouding van 40 pct. van het totaal van de punten.

Voor de beroepen waarvoor een geïntegreerd opleidingsprogramma erkend wordt, heeft de evaluatie betrekking tot :

— de geïntegreerde kennis, naar verhouding van 60 pct. van het totaal van de punten;

— de praktische beroepsbekwaamheid, naar verhouding van 40 pct. van het totaal van de punten.

§ 2. Voor de beheerskennis, de theoretische beroepskennis en de geïntegreerde kennis, omvat de evaluatie twee luiken : een evaluatie in de loop van het jaar en een eindexamen, A-examen genoemd voor de beheerskennis, en B-examen genoemd voor de theoretische beroepskennis, en I-examen voor de geïntegreerde kennis. De verdeling van de punten tussen de beide luiken van de evaluatie wordt door het Instituut vastgesteld; het Instituut kan, voor bepaalde vakken, beslissen dat geen evaluatie in de loop van het jaar noodzakelijk is.

Voor de praktische beroepsbekwaamheid bestaat de evaluatie in één enkel eindexamen, C-examen genoemd.

§ 3. Om te beantwoorden aan de gevolgen van de pedagogische nieuwigheden bedoeld in artikel 6 van het voormelde besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 23 oktober 1986, kan de Minister, na het advies van het Instituut te hebben ingewonnen, van de bepalingen van § 1 en § 2 afwijken.

Art. 13. § 1. Voor de A-, B- en I-examens worden twee zittingen georganiseerd. De eerste zitting eindigt uiterlijk op 15 juli en moet in de uurrooster-kalender vastgesteld zijn. De tweede zitting wordt tussen 15 augustus en 30 september gehouden.

§ 2. Voor de C-examens wordt één enkele zitting per jaar georganiseerd. Deze zitting wordt tussen 15 mei en 30 september gehouden. De uiterste datum wordt op 31 december gebracht voor de seizoensgebonden beroepen, zoals deze in het reglement bepaald zijn.

Art. 14. Het Centrum schrijft van ambtswegen voor de A-, B- of I-examens alle curisten in die regelmatig het laatste cursusjaar volgen alsook de in artikel 11, 2°, bedoelde kandidaten.

Het Centrum schrijft voor de C-examens de in vorig lid bedoelde kandidaten in.

Het Centrum schrijft eveneens voor de C-examens de in artikel 11, 3°, bedoelde kandidaten in.

Het Centrum kan voor de C-examens alleen de kandidaten inschrijven die bovendien kunnen aantonen dat ze een voldoende praktijkervaring hebben, overeenkomstig de door het reglement vastgestelde normen; wat er ook van zij, kunnen aantonen dat ze een voldoende praktijkervaring hebben, de kandidaten die in een onderneming een stage volgen waarvoor de nadere regels door de Minister worden vastgesteld.

Art. 15. § 1. De examencommissie is samengesteld :

1° voor de A-, B- en I-examens : uit de leraars van de kandidaten;

2° voor de C-examens : uit een leraar en een vakdeskundige die niet de hoedanigheid van leraar heeft in het Centrum dat het examen organiseert.

Voor sommige beroepen die door het reglement bepaald worden, kan door dat reglement een groter aantal leden van de examencommissie worden vastgesteld.

§ 2. Het Centrum draagt de leden van de commissies voor de C-examens aan het Instituut voor. Na eventuele raadpleging van de beroeps- en interprofessionele verenigingen door het Instituut, wordt de definitieve lijst van de leden aangevuld en vastgelegd door het Instituut, dat deze aan het Centrum bezorgt. Het Centrum stelt dan zijn examencommissies samen.

Art. 16. De examencommissie werkt de inhoud van A-, B-, I- en C-examens uit, waarbij ze rekening houdt met de coördinatieadviezen die door het Instituut worden uitgebracht.

Ze voert de evaluatie uit.

Art. 17. Het Centrum legt aan het Instituut een organisatieplan voor alle C-examens voor, met opgave, inzonderheid, van de namen van de leden van de examencommissie, van de datum, het uur en de plaats waar het examen afgenomen wordt, en van het aantal kandidaten.

Uiterlijk één maand vóór het begin van de examens, geeft het Instituut aan het Centrum kennis van zijn akkoord of zijn opmerkingen. Na eventuele verbeteringen door het Centrum, bezorgt het Instituut, vóór het begin van de examens, het definitieve plan aan de Minister opdat deze zou kunnen nagaan of het plan het reglement in acht neemt.

Art. 18. Het Centrum zorgt voor een goed verloop en voor de regelmatigheid van de examens, en voor de overeenstemmende toepassing volgens het organisatieplan.

Het houdt de vragenlijsten van de A-, B- en I-examens, ten minste veertien dagen vóór de datum van de examens, ter beschikking van het Instituut.

De schriften en de werken van de kandidaten alsook de niet-verbruikbare examenstukken moeten ter beschikking van het Instituut worden gehouden tot 31 maart van het jaar dat volgt op het examenjaar.

Art. 19. Het Centrum schikt zich naar het pedagogisch en administratief toezicht van het Instituut.

Eventuele onregelmatigheden worden door het Instituut ter kennis van de Minister gebracht. Deze onregelmatigheden kunnen tot gevolg hebben dat een examen geheel of gedeeltelijk nietig wordt verklaard, onverminderd andere administratieve beslissingen.

Art. 20. § 1. Om bij de evaluatie te voldoen, moet de kandidaat :

1° voor de beheerskennis en de beroepskennis, of voor de geïntegreerde kennis, de helft van de punten behalen;

2° voor de praktijkopleiding, 60 pct. van de punten voor het geheel van de evaluatie behalen, en 50 pct. voor elk van de beroepswerkzaamheden, wanneer er verschillende van zijn, overeenkomstig de lijst van de in het reglement vermelde beroepen.

Voor bepaalde beroepen kan de Minister, op met redenen omklede voorstellen van het Instituut, de minima wijzigen die vereist zijn om te slagen of minima voor bepaalde vakken vaststellen.

§ 2. Het Centrum deelt de uitslag van de evaluatie aan de kandidaat en aan het Instituut mede.

§ 3. De kandidaten die bij de evaluatie niet hebben voldaan kunnen zich voor de tweede zitting laten inschrijven voor de A-, B- en I-examens waarvoor ze niet het vereiste minimum van de punten hebben behaald, op voorwaarde dat ze daartoe door de Examencommissie worden toegelaten.

Deze werkt er de inhoud van uit.

§ 4. De kandidaten die bij de evaluatie hebben voldaan krijgen een diploma overeenkomstig het door de Minister vast te stellen model; dit diploma wordt via het Instituut aan de Minister ter ondertekening doorgestuurd.

§ 5. Bij toepassing van artikel 13, § 3, van het bovenvermelde koninklijk besluit van 4 oktober 1976, kunnen deelgetuigschiffen door het Centrum uitgereikt worden wanneer de kandidaat bij één van de in artikel 12, § 1, bedoelde evaluaties heeft voldaan.

HOOFDSTUK III. — *Evaluatie gedurende de leertijd*

Art. 21. Er wordt in elk Centrum een raad van leraars ingesteld die inzonderheid elke individuele maatregel kan voorstellen die de leerlingen bij hun opleiding kan helpen.

De raad van leraars is samengesteld uit de leraars van de leerlingen en uit de directeur van het Centrum of zijn afgevaardigde. Hij kan tot zijn werkzaamheden elke persoon toelaten die beoordelingsgegevens kan brengen en kan zich elke inlichting doen overleggen die noodzakelijk is voor de uitoefening van zijn opdracht. De leersecretaris en een afgevaardigde van het Instituut kunnen de vergaderingen met adviserende stem bijwonen; ze moeten tijdig, uiterlijk bij de vergadering, alle inlichtingen mededelen die de raad van leraars met kennis van zaken kunnen helpen beslissen.

De raad van leraars kan in de loop van het jaar vergaderen. Hij moet op het einde van het eerste en het tweede jaar, uiterlijk op 5 juli, vergaderen, om te beslissen of de leerlingen die niet bij de in artikel 22 bedoelde evaluatie hebben voldaan bekwaam zijn om tot de hogere klas over te gaan.

Art. 22. De Centra organiseren een jaarlijkse evaluatie gedurende de leertijd voor :

1° de leerlingen die verbonden zijn door een leerovereenkomst of die opgeleid worden krachtens een gecontroleerde leerverbintenis die door de Minister erkend wordt;

2° de cursisten van de leercursussen die één van de in 1° bedoelde voorwaarden niet vervullen en die de lessen regelmatig hebben gevolgd; ze mogen in totaal bij niet meer dan één op drie lessen op ongerechtvaardigde wijze afwezig zijn geweest.

De cursisten die van de cursussen vrijgesteld zijn bij toepassing van artikel 8, § 2, van het bovenvermeld besluit van de Executieve van 23 oktober 1986 zijn eveneens van de evaluatie gedurende de leertijd vrijgesteld.

Art. 23. § 1. De evaluatie berust op het opleidingsprogramma dat door de Minister wordt erkend.

Ze heeft betrekking tot de algemene kennis en de theoretische beroepskennis, naar verhouding van 50 pct. van het totaal van de punten voor elk van beide.

Ze heeft betrekking tot de geïntegreerde kennis voor de beroepen waarvoor een geïntegreerd opleidingsprogramma erkend wordt.

§ 2. De evaluatie omvat twee luiken die elk voor 50 pct. van het totaal van de punten tellen : een dagelijkse evaluatie en een schriftelijk examen dat in de uurrooster-kalender vastgesteld moet zijn.

§ 3. Om te beantwoorden aan de gevolgen van de pedagogische nieuwigheden bedoeld in artikel 6 van het bovenvermelde besluit van de Executieve van 23 oktober 1986, kan de Minister, na het advies van het Instituut te hebben ingewonnen, van de bepalingen van § 1 en § 2 afwijken.

Art. 24. § 1. De leraars bereiden de examens voor die betrekking hebben tot het programmagedeelte waarvoor ze verantwoordelijk zijn; deze voorbereiding kan in college of in samenwerking met andere bevoegde personen geschieden.

Het Centrum houdt de vragenlijsten ter beschikking van het Instituut ten minste veertien dagen vóór de examens.

§ 2. De leraars voeren de evaluatie van de kennis van de kandidaten uit.

§ 3. Het Centrum maakt voor elke kandidaat een dossier op waarin alle gegevens met betrekking tot de evaluatie alsook de beoordeling van de leraars vervat zijn.

Art. 25. Het Centrum zorgt voor een goed verloop en voor de regelmatigheid van de examens.

Het schikt zicht naar het pedagogisch en administratief toezicht van het Instituut, dat eventuele onregelmatigheden ter kennis van de Minister brengt. Deze onregelmatigheden kunnen tot gevolg hebben dat een examen geheel of gedeeltelijk nietig wordt verklaard, onverminderd andere administratieve beslissingen.

Art. 26. Wanneer de leerlingen bij de evaluatie hebben voldaan, deelt het Centrum de uitslagen mede aan hun wettelijke vertegenwoordigers, aan het Instituut en aan de leersecretaris, die ze zonder verwijl aan het ondernemingshoofd doorstuurt.

Indien de leerlingen die bij de evaluatie hebben voldaan de cursussen in verschillende Centra hebben gevolgd, delen deze de uitslagen aan het Instituut mede; het Instituut deelt ze mede aan de wettelijke vertegenwoordigers van de leerlingen en aan de leersecretaris, die ze zonder verwijl aan het ondernemingshoofd doorstuurt.

Art. 27. De procedure voor het onderzoek van de dossiers van de leerlingen die bij de evaluatie niet hebben voldaan is de volgende :

1° a) Voor de leerlingen die het geheel van de cursussen in één enkel Centrum hebben gevolgd :

1. De Raad van leraars beslist of de leerling tot de hogere klas toegelaten of niet toegelaten wordt. Het Centrum bezorgt uiterlijk op 5 juli aan het Instituut de lijst van de leerlingen over wie het zich heeft uitgesproken, samen met de uitslagen van de examens alsook zijn beslissingen en zijn adviezen.

Wanneer leerlingen tot de hogere klas worden toegelaten, stuurt het Instituut de uitslagen door aan de wettelijke vertegenwoordigers van de leerlingen en aan de leersecretaris, die ze zonder verwijl aan het ondernemingshoofd mededeelt.

2. Wanneer de bekwaamheid om tot de hogere klas over te gaan niet vastgesteld is, bezorgt de Raad van leraars eveneens aan het Instituut een dossier waarin de beoordelingsgegevens en de rechtvaardiging van zijn beslissing vervat zijn.

Hij kan elke maatregel voorstellen die de leerling bij zijn opleiding vorderingen kan helpen maken.

Het Instituut onderzoekt die dossiers overeenkomstig de in hierna vermeld 2° bedoelde bepalingen.

b) Voor de leerlingen die de cursussen in verschillende Centra hebben gevolgd :

1. De Raad van leraars van elk Centrum beslist of de leerling tot de hogere klas toegelaten of niet toegelaten wordt.

Hij kan elke maatregel voorstellen die de leerling bij zijn opleiding vorderingen kan helpen maken;

2. Elk Centrum bezorgt uiterlijk op 5 juli aan de Gewestelijke Dienst van het Instituut die een rol heeft gespeeld bij de erkenning van de leerovereenkomst, de lijst van de leerlingen over wie het zich heeft uitgesproken, de uitslagen van de evaluatie en de beslissingen en voorstellen van de Raad van leraars;

3. Het Instituut onderzoekt die dossiers overeenkomstig de in hierna vermelde 2° bedoelde bepalingen, met uitzondering van die van de leerlingen die door beide Centra tot de hogere klas toegelaten worden.

In dit bepaalde geval bezorgt het Instituut de uitslagen aan de betrokken Centra, aan de wettelijke vertegenwoordigers van de leerling en aan de leersecretaris, die ze zonder verwijl aan het ondernemingshoofd mededeelt.

2° Wanneer de Raad of de Raden van leraars de bekwaamheid van de leerling om tot de hogere klas over te gaan niet heeft of niet hebben vastgesteld, worden de dossiers onderzocht door een Beperkte Commissie die samengesteld is uit de Directeur van de Gewestelijke Dienst en de leersecretaris, alsook uit een pedagogisch adviseur van het Instituut.

De Commissie kan ook elke andere persoon persoon uitnodigen die beoordelingsgegevens kan brengen en zich alle inlichtingen doen overleggen die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van haar opdracht.

Ze beslist of de leerling moet blijven zitten of de erkenning van de leerovereenkomst ingetrokken moet worden, waarbij de erkenning van latere overeenkomsten uitgesloten wordt; de intrekking kan eventueel beperkt blijven tot het beroep dat het voorwerp van de overeenkomst uitmaakt.

De Commissie kan elke maatregel voorstellen die de leerling bij zijn opleiding vorderingen kan helpen maken.

De beslissingen van de Commissie worden bij meerderheid van stemmen genomen.

De Commissie vergadert uiterlijk op 20 juli.

3° Het Instituut deelt zonder verwijl de uitslagen van de examens alsook de beslissingen en voorstellen van de Commissie mede aan de betrokken Centra, aan de wettelijke vertegenwoordigers van de leerlingen en aan de leersecretaris, die ze zonder verwijl aan de ondernemingshoofden doorstuurt.

4° Wanneer voorgesteld wordt de leerling te laten blijven zitten, verzoekt de leersecretaris de partijen die de overeenkomst hebben gesloten om hem vóór 15 augustus hun akkoord voor de verlenging van de leerovereenkomst te doen geworden; hij wijst de leerling of zijn wettelijke vertegenwoordigers erop dat de weigering van de verlenging of het uitblijven van het antwoord de intrekking van de erkenning van de overeenkomst tot gevolg heeft.

Art. 28. De in artikel 27 bedoelde dossiers worden aan de Minister door het Instituut overgezonden. Ze moeten de volgende gegevens omvatten :

- de punten die de leerling bij de evaluaties van het lopende jaar en van de vorige jaren heeft behaald;
- de beslissingen en voorstellen van de Raad of de Raden van leraars alsook van de Beperkte Commissie voor de dossiers die hem werden voorgelegd;
- in voorkomend geval, het eventuele akkoord van de partijen voor de verlenging van de overeenkomst.

Nadat hij heeft nagegaan of de voorstellen van de Raad of Raden van leraars en van de Beperkte Commissie het reglement naleven, keurt de Minister die voorstellen goed, die dan definitief worden.

Indien de reglementaire overeenkomstigheid niet vastgesteld is, wordt het dossier aan het Instituut teruggestuurd.

Art. 29. Het Centrum kan attesten uitreiken die bewijzen dat de leerling de lessen heeft gevolgd en dat hij voor de examens op het einde van het jaar is geslaagd.

Art. 30. Het Instituut evalueert de praktijkopleiding in de werkplaats overeenkomstig de door het reglement nader te bepalen regels.

Deze evaluatie heeft tot doel :

1° na te gaan of de staat van de vorderingen die door de leerling bij zijn praktijkopleiding gemaakt worden aan de eisen van het opleidingsprogramma voldoet en of de leervoorwaarden aan de wettelijke en reglementaire voorschriften beantwoorden;

2° in voorkomend geval, de vastgestelde leemten en gebreken te verhelpen.

Ze omvat twee luiken :

- een regelmatige evaluatie;
- een jaarlijkse evaluatie.

HOOFDSTUK IV. — *Evaluatie gedurende de opleiding tot ondernemingshoofd*

Artikel 31. Naast de evaluatie op het einde van het stadium waarin de artikelen 11 tot 20 voorzien, wordt voor de opleiding tot ondernemingshoofd een jaarlijkse evaluatie door de Centra georganiseerd voor de cursisten die de lessen regelmatig volgen; de betrokkenen mogen in totaal bij niet meer dan één op drie lessen op ongerechtvaardigde wijze afwezig zijn geweest.

De cursisten die van de cursussen vrijgesteld zijn zijn ook van de overeenstemmende evaluatie vrijgesteld.

Art. 32. § 1. De evaluatie berust op het opleidingsprogramma dat door de Minister wordt erkend.

Ze heeft betrekking tot de beheerskennis en de theoretische beroepskennis, naar verhouding van 50 pct. van het totaal van de punten voor elk van beide.

Ze heeft betrekking tot de geïntegreerde kennis voor de beroepen waarvoor een geïntegreerd opleidingsprogramma erkend wordt.

§ 2. De evaluatie omvat twee luiken : een evaluatie in de loop van het jaar en een examen op het einde van het jaar. De verdeling van de punten tussen de twee luiken van de evaluatie wordt door het Instituut vastgesteld; het Instituut kan, voor bepaalde vakken, beslissen dat geen evaluatie in de loop van het jaar moet worden georganiseerd.

§ 3. Om te beantwoorden aan de gevolgen van de pedagogische nieuwigheden bedoeld in artikel 6 van het voormelde besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 23 oktober 1986, kan de Minister, na het advies van het Instituut te hebben ingewonnen, van de bepalingen van § 1 en § 2 afwijken.

Art. 33. § 1. De leraars bereiden de examens voor die betrekking hebben tot het programmagedeelte waarvoor ze verantwoordelijk zijn; deze voorbereiding kan in college of in samenwerking met andere bevoegde personen geschieden.

Het Centrum houdt de vragenlijsten ter beschikking van het Instituut ten minste veertien dagen vóór de examens.

§ 2. De leraars voeren de evaluatie van de kennis van de kandidaten uit.

§ 3. Het Centrum maakt voor elke kandidaat een dossier op waarin alle gegevens met betrekking tot de evaluatie vervat zijn.

Art. 34. Het Centrum zorgt voor een goed verloop en voor de regelmatigheid van de examens.

Het schikt zich naar het pedagogisch en administratief toezicht van het Instituut, dat eventuele onregelmatigheden ter kennis van de Minister brengt. Deze onregelmatigheden kunnen tot gevolg hebben dat een examen geheel of gedeeltelijk nietig wordt verklaard, onverminderd andere administratieve beslissingen.

Art. 35. Om bij de evaluatie te voldoen, moet de kandidaat de helft van de punten behalen voor de beheerskennis en de beroepskennis, of voor de geïntegreerde kennis.

Voor bepaalde beroepen kan de Minister, op met redenen omklede voorstellen van het Instituut, deze minima wijzigen die vereist zijn om te slagen of minima voor bepaalde vakken vaststellen.

Art. 36. § 1. Het Centrum deelt de uitslag van de evaluatie aan de kandidaat en aan het Instituut mede.

§ 2. Op aanvraag van elke kandidaat die bij de evaluatie van de beheerskennis van het eerste jaar heeft voldaan, maakt het Instituut een getuigschrift op dat dezelfde vorm heeft als het door de Minister vast te stellen model en zendt het aan de Minister ter ondertekening over.

§ 3. Het Centrum kan eveneens attesten uitreiken die bewijzen dat de leerling de lessen heeft gevolgd en dat hij bij één van de evaluaties heeft voldaan.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 37. Een door de Minister goed te keuren reglement stelt de nadere regels voor de toepassing van dit besluit vast.

Art. 38. Het ministerieel besluit van 27 oktober 1978 betreffende de examens en de evaluatie van de basisopleiding, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 9 juli 1981 en bij het besluit van de Executieve van 19 februari 1985 wordt opgeheven voor wat de Franse Gemeenschap betreft.

Art. 39. De Minister tot wiens bevoegdheid de permanente vorming van de Middenstand behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 40. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1987.

Brussel, 7 december 1987.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve :
De Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand,

A. BERTOUILLE